



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

relations avec les administrés

Question au Gouvernement n° 4629

Texte de la question

RAPPORTS ENTRE LA POLICE ET LA POPULATION

M. le président. La parole est à M. Daniel Goldberg, pour le groupe socialiste, écologiste et républicain.

M. Daniel Goldberg. Monsieur le ministre de l'intérieur, je voudrais vous parler de M. Théodore Luhaka, que tous ceux qui le connaissent appellent « Théo ». M. Luhaka est un jeune homme sans histoire, passionné de football, serviable, vivant dans le quartier de la Rose-des-Vents à Aulnay-sous-Bois, dans une famille où le respect de l'autre est une valeur forte.

La vie de M. Luhaka a basculé jeudi dernier, au milieu de l'après-midi, quand des fonctionnaires de police ont, selon son témoignage, délibérément attenté à sa dignité. Ils l'ont insulté et frappé avec une volonté constante de l'humilier.

Dès le lendemain, monsieur le ministre, je vous ai dit mon exigence de vérité pour faire cesser un sentiment d'impunité par lequel ces policiers, et ceux-là seulement, se sentaient visiblement protégés. Depuis lors, l'enquête interne de votre ministère a été rapide et transparente. Trois jours après les faits, ces policiers ont été mis en examen. La justice doit maintenant passer pleinement et sans pression d'aucune sorte : c'est notre conception du fonctionnement de la République.

Je veux ici rendre hommage à la grande majorité des policiers, qui sont tous les jours sur le terrain pour nous protéger en étant parfois eux-mêmes agressés, mais je veux aussi souligner la dignité dont fait preuve la famille de Théo.

Comme tout un quartier, comme des milliers de mères et de pères de famille qui pensent que cela aurait pu arriver à leur fils, au-delà de la colère et du dégoût, je me demande comment on a pu en arriver là. Une relation de confrontation permanente, installée depuis la fin de la police de proximité, mine la République.

J'en appelle donc à une prise de conscience nationale pour changer les rapports entre la police et la population dans ces quartiers, notamment pour ce qui concerne les motifs et les techniques de contrôle. Être « avec Théo » aujourd'hui, c'est exiger ce respect mutuel entre citoyens et policiers. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain et sur plusieurs bancs du groupe radical, républicain, démocrate et progressiste et du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Bruno Le Roux, ministre de l'intérieur. Monsieur le député, les faits que vous venez de décrire sont d'une gravité évidente. Mes premières pensées s'adressent naturellement à ce jeune garçon, Théo, à sa famille et à

ses amis, qui souffrent de son hospitalisation et des graves menaces qui pèsent aujourd'hui sur son futur et sur ses perspectives de vivre normalement.

Je ne veux bien entendu formuler ici aucune déclaration ni appréciation sur les conditions de son interpellation et sur ce qui s'est passé : c'est aujourd'hui au magistrat instructeur de dire la vérité. Je vous assure, monsieur le député, que tous les éléments ont été transmis, qu'il s'agisse des éléments vidéo ou de ceux qui permettent de retracer cette intervention dans son cadre – avant, pendant et après –, afin que la justice puisse sans délai mener l'enquête, au rythme qui est le sien.

Je suis très ferme, et le Gouvernement veut l'être lui aussi, s'agissant de tragiques événements de ce genre. J'ai donc procédé sans attendre à la suspension des quatre policiers concernés. Je veux également rappeler à leur devoir d'exemplarité tous les fonctionnaires de police et de gendarmerie. Je sais que, dans beaucoup d'endroits et dans la très grande majorité des cas, je n'ai pas besoin de le faire, mais le lien entre la population et eux est central dans le pacte républicain qui doit être le nôtre aujourd'hui dans notre pays. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*) Cela doit être affirmé haut et fort.

Enfin, monsieur le député, puisque la justice est saisie et qu'elle dispose de tous les éléments, j'invite chacun à appeler à la sérénité, comme vous venez de le faire. Il n'est pas de bonne politique de mettre en cause l'État ou la justice au nom d'une prétendue capacité à s'intéresser aux problèmes des quartiers. Je souhaite que ces problèmes soient traités avec la plus grande sérénité. C'est ce que nous faisons, vous-même comme le Gouvernement. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*)

Données clés

Auteur : [M. Daniel Goldberg](#)

Circonscription : Seine-Saint-Denis (10^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4629

Rubrique : Police

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [8 février 2017](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [8 février 2017](#)